Avis d'appel public à la concurrence

Pouvoir adjudicateur :

Désignation :

Communauté d'Agglomération Gaillac Graulhet

Le Nay - Técou

BP 80133

81604 GAILLAC Cedex

Téléphone : 05.63.83.61.61

Adresse internet : <http://www.gaillac-graulhet.fr>

E-Mail : accueil@gaillac-graulhet.fr

Statut : Etablissement public local à caractère administratif

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>

L'avis concerne un accord-cadre.

Objet de l'accord-cadre : Accord cadre à marchés subséquents pour des travaux de mise aux normes des installations électriques, de travaux électriques de maintenance et d'amélioration, des prestations liées aux courants faibles (création et/ou maintenance de réseaux informatiques)

Accord-cadre couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

Type d'accord-cadre de travaux : Exécution

Forme des marchés subséquents : Marchés ordinaires.

Lieu principal d'exécution : Territoire de la communauté d'agglomération

45317000 - Autres travaux d'installation électrique

Les prestations sont traitées à prix forfaitaires.

Dévolution en accord-cadre unique.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 200 000 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 200 000 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 200 000 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°3 est de 200 000 euros HT.

Il n'est pas prévu de variantes exigées et les variantes ne sont pas autorisées.

Retenue de garantie :

Pour les marchés subséquents, il est prévu de retenue de garantie. Son taux par rapport au montant du marché est de 5 %. Cette retenue de garantie ne peut être remplacée que par une garantie à première demande.

Avance :

Pour les marchés subséquents, l'avance obligatoire est possible. A minima, son montant est égal à 5 % du montant du marché. Une garantie à première demande pour le versement de l'avance est exigée.

Présentation de candidature :

Dépôt classique: La candidature peut être faite au moyen des formulaires DC1 et DC2 (formulaires à jour sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou du DUME (document unique de marché européen, voir site :<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>).

Conditions de participation et moyens de preuve acceptables :

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont:

Capacité économique et financière : Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.

Procédure : MAPA ouvert

Critères d'attribution pour l'accord cadre (sélection des candidats)

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères qui suivent, pondérés par points :

1. Critère **Prix des prestations** pondéré à 40 sur 100 points.
2. Critère **Valeur technique** pondéré à 45 sur 100 points.
 - 2.1. Sous-critère Pertinence de la méthodologie proposée intégrant la prise en compte de la sensibilité particulière du site pondéré à 30 points sur 45 points.
 - 2.2. Sous-critère Moyens humains et matériels relatifs aux chantiers pondéré à 15 points sur 45 points.
3. Critère **Délai de réalisation des prestations** pondéré à 10 sur 100 points.
4. Critère **Démarche pour limiter l'impact environnemental durant la réalisation des prestations** pondéré à 5 sur 100 points.

Critères d'attribution du marché subséquent de l'accord cadre (attribution de l'accord-cadre)

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

1. Critère **Prix des prestations** pondéré à 60 sur 100 points.
2. Critère **Pertinence de la méthodologie proposée intégrant la prise en compte de la sensibilité particulière du site** pondéré à 20 sur 100 points.
3. Critère **Délai de réalisation des prestations** pondéré à 20 sur 100 points.

Renseignements d'ordre administratif :

Numéro de référence de l'accord-cadre : 25-19-PAT

La présente consultation est une consultation initiale.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 02/07/2025

Date limite de réception des offres : 01/08/2025 à 17:00

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Délivrance du DCE

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur www.marches-securise.fr

Conditions de remise des candidatures

La transmission des candidatures se fait obligatoirement par voie électronique via le profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>.

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

La remise des candidatures contre récépissé n'est pas autorisée.

La présentation d'une candidature sous forme d'un support physique électronique n'est pas autorisée.

L'envoi des candidatures par voie postale n'est pas autorisé.

Modalités essentielles de financement et de paiement : Le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.

Avis périodique : Il ne s'agit pas d'un accord-cadre renouvelable.

Informations sur les reconductions : Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire de l'accord-cadre : Après attribution, aucune forme de groupement ne sera exigée.

La même entreprise peut présenter plusieurs offres pour l'accord-cadre en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Service pour renseignements sur recours

Tribunal administratif de Toulouse 68 rue Raymond IV BP 7007 31000 TOULOUSE cedex 07
Téléphone : 05.62.73.57.57 - Télécopieur : 05.62.73.57.40 - greffe.ta-toulouse@juradm.fr